

LE COURRIER

L'ESSENTIEL, AUTREMENT.

WWW.LECOURRIER.CH

N°200 | 155^e année | CHF 4.00

SÉNÉGAL

La quadrature de la **décharge**



Dans la banlieue de Dakar, Mbeubeuss, la décharge qui voit affluer 80 % des déchets du pays. KEYSTONE

2-3 La plus grande déchèterie du Sénégal doit être assainie dans le cadre d'un vaste projet des autorités. Des milliers de recycleurs et recycleuses informel·les pourraient voir leur mode de subsistance menacé.

éditorial

MARIA PINEIRO

LE BEURRE,
L'ARGENT
DU BEURRE
ET...

5

Jusqu'à il y a quelques mois, les gros consommateurs d'électricité étaient considérés par certains chantres du libre marché comme les premiers chanceux à pouvoir bénéficier de tarifs avantageux alors que ménages et petites PME, prisonniers du marché régulé, devaient, eux, déboursier davantage pour les mêmes électrons en attendant une libéralisation complète du marché. La suite, on la connaît. La guerre en Ukraine et les incertitudes qui planent sur le nucléaire français cet hiver ont fait exploser les prix, pour tous. Sauf que, pour les client·es libres, la douloureuse a été autrement plus salée. La liberté a fini par se payer très cher.

Les prix ont tellement augmenté que les entreprises ou les collectivités publiques qui ont succombé, consciemment ou pas, aux sirènes du marché libre ont tiré la sonnette d'alarme. Sans solution à moyen, voire court terme, elles pourraient tout bonnement devoir rogner sur des prestations à la population ou faire faillite, avec à la clé nombre de chômeurs et de chômeuses. Panique à bord des milieux économiques dont certaines faitières ont subitement redécouvert les vertus de la régulation et des subventions. A l'image de l'Union suisse des

arts et métiers (USAM) qui a donné de la voix pour permettre aux perdants de la libéralisation de revenir au marché régulé, alors même que la loi l'interdit. C'est ce qu'on appelle vouloir le beurre, l'argent du beurre et la crémière ou, plus prosaïquement, privatiser les bénéficiaires. A savoir les économies effectuées durant des années. Et socialiser les pertes, soit les surcoûts engendrés par la crise.

L'USAM semble avoir trouvé une oreille attentive du côté de Guy Parmelin. Cette semaine, le *Tages Anzeiger* révélait que les services du conseiller fédéral UDC réfléchissaient à cette possibilité, que d'autres associations économiques rejettent, rappelant qu'on ne peut pas jouer sur tous les tableaux. Un retour des gros consommateurs sur le marché régulé provoquerait des hausses de prix pour les clients restés fidèles, ce que ces derniers refusent évidemment d'assumer. Autre question à régler, celle des accès aux différents marchés. Accepter le retour des clients partis dans le système libéralisé ne peut se faire qu'à certaines conditions afin d'éviter un va-et-vient permanent au gré des prix. Pour contenter les uns et rassurer les autres, il y aura fort à faire. Ce qui est certain, c'est que la libéralisation aura perdu de son aura. |

WEEK-END

11 SOLIDARITÉ A quelque jours du second tour au Brésil, décryptage des perspectives post-électorales.

leMAG



JULIO BERNARDO

Sans filets

19 ETHNOMUSICOLOGIE La litanie des pêcheurs artisanaux chante une Algarve d'avant le tourisme de masse.

23 CINÉMA Le Suédois Tarik Saleh signe un thriller politico-religieux primé à Cannes pour son scénario.

NEUCHÂTEL

Entretien avec l'auteur de l'œuvre qui doit accompagner la statue de De Pury

7

CHANGEMENT D'HEURE



Dans la nuit de samedi à dimanche, nous changeons d'heure. Pensez à reculer vos montres d'une heure.

PARTENARIAT

LUNDI 7 NOVEMBRE 2022 | 19h30
CONSERVATOIRE | GENÈVE

SWISS
CHAMBER
CONCERTS

Mozart / Crawford-Seeger / Gaudibert
Sciarrino création / Vassena création / Caplet

SWISS CHAMBER SOLOISTS

Réservation: geneve@swisschamberconcerts.ch



Le Sénégal veut assainir Mbeubeuss, la plus grande décharge du pays. Les recycleurs et recycleuses qui

MBEUBEUSS, RECYCLER

TEXTES ET PHOTOS: DOMINIQUE
HARTMANN (DE RETOUR DE DAKAR)

Sénégal ► Il est 10h30. Les camions se présentent en rangs de plus en plus serrés à l'entrée de Mbeubeuss. Ils débordent de déchets urbains récoltés aux quatre coins de la capitale sénégalaise et qui entament un nouveau cycle dans le gigantesque dépotoir de Dakar. Car ces déchets vont nourrir les familles de bien des récupérateurs et récupératrices d'ordures, qui les revendent aux prix variables du marché. Ils se répandront aussi dans le sol, polluant la nappe phréatique du lac proche. Reportage dans l'une des 50 plus vastes décharges au monde.

Les camions patinent dans la boue dense: Dakar vient de passer deux jours sous les eaux, nous sommes en période d'hivernage. Ils passent au pesage pour être rémunérés, au tonnage. Certains de ces véhicules proviennent eux-mêmes du marché mondial de la récupération. Comme l'indiquent leurs logos, ils ont déjà transporté des ordures à Lyon ou dans le Cotentin. Dans leurs entrailles, des déchets urbains mais aussi sanitaires, des pneus, des plastiques à n'en plus finir.

Mue lente

Dès l'entrée sur le site, l'odeur saisit à la gorge. Indescriptible. La plupart de ceux et celles qui y travaillent portent un masque. Serigne, 51 ans, a été récupérateur pendant des années. Le premier jour, il n'a eu qu'une idée en tête: repartir. «L'odeur, c'était la pire...» La sensation se lit encore sur son visage. «Je n'ai jamais pu le faire sans masque.» Depuis 2001, il fait partie de l'Unité de coordination de la gestion des déchets (UCG). Aujourd'hui, il nous accompagne et détaille le paysage – dantesque: «Ici, vous voyez les plateformes où seront déposées les prochaines tonnes. Tout au fond, ce sont les plateformes 'évolutives'.» Comprendre, celles qui, après avoir été remblayées, bétonneront bientôt une nouvelle couche de ciel. Car la décharge entame une mue lente, maintes fois promise: pour éviter de dévorer davantage de surface, les dépôts se feront désormais à la verticale. Une forme d'évolution qui devrait être suivie d'autres mesures (lire ci-contre)

Les émanations voyagent loin: jusqu'à l'île de Gorée parfois, à l'ouest de Dakar. Et quotidiennement dans les quartiers voisins qui en supportent les atteintes, comme celui de Keur Massar. C'est de là que sont parties les protestations de 2019, réclamant la fermeture de la décharge (lire ci-contre). Ouverte en 1968, celle-ci a gagné en ampleur et s'est étendue d'année en année, au rythme de l'extension de la capitale. Le dépôt, prévu pour être provisoire, atteint aujourd'hui 115 hectares.

Son regard las

Les mouches tournent, par milliers. Le bétail paît dans la décharge, des chevreaux piaillent. Des langues, une Ferrari en plastique, des sacs à main surnagent des tas d'immondices, où règnent les sacs plastique. On y trouve aussi des éléments informatiques. «Des bébés morts, parfois», souffle Serigne.

Quand les camions actionnent leurs bennes, les déchets se déversent lentement, lourds, collants. Les récupérateurs les plus agiles se sont déjà élancés à l'assaut de cette montagne molle et puante dans laquelle ils plantent leurs outils, comme Ibrahima Dia. Offensif, ganté d'orange, il chevauche une montagne de débris tout juste vomie par une benne et fouille le tas de son crochet de métal, avec toute l'énergie de ses 19 ans. Son visage est criblé de crachats de plastique humide. Il est bientôt midi, son sac n'est encore que peu rempli. Son butin: de la ferraille et des canettes d'aluminium. Quand la masse bascule, tous sautent sur le côté, au risque d'être engloutis. Les rangs sont serrés autour de ce nouvel arrivage de trésors potentiels.

ORGANISER LE CHAOS

Depuis son arrivée comme coordinateur de la décharge, en 2020, Abdou Dieng a entrepris plusieurs changements pour réduire la dangerosité du travail dans la décharge. L'ingénieur civil a organisé le trafic pour réduire le nombre d'accidents dus à l'enchevêtrement des camions à l'entrée du site. Il a lié le renouvellement des concessions au respect de ces règles. Et chargé d'anciens recycleurs de sensibiliser aux dangers des départs de feux, parfois lancés pour dégager la ferraille (lucrative) des pneus. Un camion citerne est désormais installé à demeure – une demande des communes riveraines. Dans le cadre du projet Promoged, des lampadaires ont été installés, facilitant le travail de nuit. Mais bien d'autres améliorations liées au processus ont déjà pris du retard. DHN

Aïssatou ne s'est pas approchée. Elle nous regarde. Veuve, elle vient ici tous les jours depuis des années pour nourrir ses trois enfants et les envoyer à l'école. Elle récupère le plastique mais «certains ne valent rien». Elle en froisse un: «Vous entendez? Ceux-là, je les laisse.» Elle porte une longue robe, des gants, mais pas de masque: «Je ne peux pas, à cause de mon asthme.» Elle s'est organisé un espace au sein de la décharge pour pouvoir se laver avant de rentrer chez elle – un long trajet. L'eau, elle doit l'acheter. Elle a 48 ans mais la fatigue lui en donne bien plus. Certaines nuits, elle ne dort pas: «A cause de ce qu'on respire, mon asthme se réveille.» Un camion a déversé un nouveau chargement, déjà pillé. Aïssatou doit reprendre son travail. Son regard grave et son sourire las nous suivra longtemps.

Déjeuner dans les débris

Il est midi. Des femmes transportent sur leur tête de larges plateaux où s'amoncellent des victuailles, d'autres ont déjà lancé leur cuisine mobile: des récupérateurs et récupératrices déjeunent. Dans leurs vêtements raidis de saleté, sans point d'eau où laver leurs mains.

Au poste de santé de Malika, juste en face de l'entrée de la décharge, l'infirmier racontera tout à l'heure les asthmes, les bronchites, les cancers des poumons qu'il a constatés au cours des treize ans passés à soigner les personnes travaillant à la décharge ou au village. Sans oublier les affections gynécologiques ou les plaies traumatiques, liées à des bagarres ou des accidents. Les chiffres, en augmentation constante, sont soigneusement consignés dans son



Mbeubeuss est l'une des 50 plus vastes décharges au monde.

carnet de bord. «Je les ai montrés au ministère, en vain», dira-t-il l'œil sombre et blessé.

Les camions sont vides. Ils repartent faire le plein de déchets, et reculent prestement au risque d'accrocher les personnes qui fouillent. Trois mille cinq cents tonnes sont livrées chaque jour, 4000 pendant l'hivernage, quand il fait plus chaud et que la consommation de bouteilles d'eau explose.

Un autre groupe se forme, des jeunes. Le plus petit n'a pas plus

de 8 ans, son regard est aussi perdu qu'intimidé. Originaire de Casamance, il a rejoint son grand frère, maçon, dans la capitale. Un peu paniqué d'être le centre de l'attention, il raconte d'une voix mal assurée que son travail soutient avec l'argent des métaux revendus ses parents restés au pays. Il a fréquenté l'école primaire seulement. Pourquoi pas davantage? «A cause de mon père.» Il n'en dira pas plus. Et retourne travailler lui aussi, rejoindre son groupe. I

► En Quête d'Ailleurs est une association qui met en lien des journalistes suisses et d'«ailleurs» pour enquêter sur un thème défini. Cette année, le thème était «Les déchets, une responsabilité collective». Le journaliste sénégalais Eugène Katy a passé une semaine en Suisse, accompagné par Dominique Hartmann, du *Courrier*, qui a fait de même au Sénégal.

eqda
En Quête d'Ailleurs
Looking Beyond .ch

Les craintes de Présentation

Présentation est l'une des très nombreuses clientes de la décharge de Mbeubeuss. Ce matin, elle est venue chercher les colis qui l'attendent, des brisures de plastiques triées par type et couleur qu'elle revendra plus loin, et à partir desquelles seront créés de nouveaux bidons de peinture, bouteilles d'huile ménagère et autres chaises en plastique. Dans ce petit espace qui jouxte la décharge, une broyeuse vrombit et une dizaine de femmes, permanentes ou journalières, s'activent à la valorisation des déchets récoltés. Présentation se fournit à la décharge, où la qualité est moindre. Son allure et ses vêtements disent qu'elle n'y entre

pas: elle craint l'insécurité, la saleté. D'autres points de collecte urbains lui proposent des déchets plus propres. Elle a dû économiser longtemps pour s'offrir la meilleure qualité.

Présentation redoute le projet de résorption prévu (lire ci-contre). L'espace de valorisation va être réduit de moitié, à moins qu'il ne disparaisse. Combien de matériaux pourra-t-elle encore y acheter? Où ira-t-elle se fournir désormais? Sera-t-elle partie prenante du nouveau projet?

C'est l'expérience acquise dans une entreprise de recyclage, où elle exerçait son métier de comp-



table, qui l'a décidée à se lancer dans cette activité, après avoir économisé près de 2000 francs suisses comme mise de départ. «Ça a été dur. Les banques ne prêtent pas, ou très cher.» De plus, «des lieux comme celui-ci sont très difficiles à trouver. Ils doivent être équipés en électricité et tolérés par le voisinage: l'activité est bruyante». Sans accès à un lieu de stockage, elle n'aura aucun moyen de résister aux variations du marché. Même à un prix dérisoire, elle peut devoir vendre aux intermédiaires.

Si cette nouvelle précarité l'inquiète, le quotidien des femmes qui

travaillent à Mbeubeuss l'émeut particulièrement: «L'endroit n'est pas sûr, elles n'ont aucun lieu pour se laver, ni pour déposer leurs enfants...» Quant à la situation des tout jeunes récupérateurs, elle lui serre le cœur. «Ils sont confrontés à l'insécurité, à la saleté, à la consommation d'alcool. Ces enfants n'ont accès à aucune formation, quel sera leur avenir...?» Certains d'entre eux seraient des enfants talibés, ces garçons issus d'une famille pauvre et confiés à un maître coranique. En échange de leur éducation religieuse, ils doivent ramener chaque jour de l'argent.

DHN

s'y affairant chaque jour tremblent. Enjeux

POUR SURVIVRE

UN PROJET PHARAONIQUE AUX MULTIPLES ÉCUEILS

Au Sénégal, comme dans bien d'autres pays, la gestion des déchets reste un défi important. En juin 2021, un ambitieux projet de gestion des déchets a été lancé, devisé à quelque 300 millions d'euros et financé notamment par la Banque mondiale. Le président, Macky Sall, en a fait un enjeu de législature.

Le défi est énorme. «L'impact des déchets est tentaculaire, rappelle Ibrahima Diagne, le directeur de Promoged: il touche au foncier, à la santé, à l'économie, à l'environnement bien sûr.» Au Sénégal, seul un peu plus du quart de la population a accès à des services publics ou privés de gestion des ordures (47% en milieu urbain et 2% en milieu rural), rappelle le chercheur en environnement Oumar Cissé. Les décharges sont donc reines, plus ou moins sauvages.

Inverser la tendance

La plus grande est celle de Mbeubeuss, dont la superficie double tous les dix ans et où quelque 15 millions de tonnes de déchets urbains de la capitale s'entassent. Mbeubeuss reçoit environ 80% des déchets du pays. Promoged veut la réformer: «L'objectif est d'inverser la tendance pour créer des emplois, de l'activité économique et de la richesse», expose Ibrahima Diagne. Le projet prévoit des infrastructures de tri, de valorisation et de commercialisation. «Les 2000 personnes qui font vivre leur famille en y récoltant des déchets doivent être inscrites dans le processus et dans les futurs centres de tri, la priorité doit être accordée aux recycleurs et recycleuses actuelles», promet Ibrahima Diagne. Le projet prévoit soit une réinsertion dans la filière, soit une indemnisation, soit une formation et un financement pour se réinsérer dans un autre domaine.

Les entretiens ont débuté. Présentation, qui se fournit en débris de plastiques (lire ci-contre), a été sondée: elle est plutôt confiante quant à ses chances d'être indemnisée, sous réserve de «continuer à se signaler», comme le lui souffle en privé un employé de Mbeubeuss. L'organisme Wiego, qui défend les droits des personnes engagées dans le secteur informel et suit le processus, est moins confiant. Il craint que la démarche ne tienne «pas compte de l'expertise et de



Le projet de Promoged à Mbeubeuss, devisé à quelque 300 millions d'euros, est devenu un enjeu crucial pour le mandat du président, Macky Sall.

l'expérience que les travailleurs ont acquises avec le temps.»

Un parc et une nappe phréatique

Depuis des décennies, la décharge pollue le sol par les lixiviats¹ – l'un des plus importants problèmes liés à ce type de décharge –, mais aussi la nappe phréatique proche et l'air, par les feux qui y prennent.

La stratégie envisagée est de recouvrir les débris empilés de géomembranes pour éviter ce lessivage. Asséchée, une partie de la décharge actuelle devrait même laisser la place à un parc urbain, où la population bénéficierait d'un parcours de santé et de terrains multifonctionnels.

Mais qu'en est-il des dégâts déjà causés? Comme l'écrivait le chercheur en environnement Oumar Cissé en 2015, «la totalité des puits utilisés pour l'eau de boisson à Diamalaye (l'une des municipalités proche de Mbeubeuss, ndlr) et dans la décharge est impropre à la consommation humaine», en raison de la contamination par les métaux lourds et les micro-organismes pathogènes. «Cependant, plus de deux tiers des ménages

de Diamalaye consomment l'eau des puits.» Cette pollution est relative, objecte Ibrahima Diagne, et «les quartiers environnants sont désormais connectés à la 'Sénégalaise des eaux'». Ce qui ne concerne pas chaque habitant·e et pas en tout temps. Il assure que toutes les études techniques, sanitaires et environnementales nécessaires sont prévues.

A terme, Promoged vise à créer 150 infrastructures de traitement des déchets, dans les 148 plus grandes communes du Sénégal. Selon Ibrahima Diagne, les sites ont déjà été trouvés et validés par les mairies. Un connaisseur de la branche tient un autre discours: «Des sites ont été identifiés, mais certains villages ont refusé. Personne ne veut de déchets dans son arrière-cour et accepter ce type d'installation est un danger politique: le maire est presque sûr de dégrader aux prochaines élections.» De nombreux défis semblent encore attendre Promoged.

DHN

¹ Jus produits sous l'action conjuguée de l'eau de pluie et de la fermentation des déchets enfouis. Ils contiennent une pollution de type azotée (ammoniac, NH₄), de type carbonée (déchets organique, DCO) et des métaux lourds.



Promoged fait trembler les artisan·es du recyclage

Sauvage malgré certaines formes d'organisation, la décharge de Mbeubeuss est pourtant une source de revenus informels pour quelque 2000 personnes (et leurs familles) qui en franchissent chaque jour les «portes». Or le projet Promoged de valorisation énergétique des déchets risque de laisser sur le carreau ces artisan·es de la récupération.

Face au changement annoncé (lire ci-dessus), la volonté est de s'organiser. «Nous devons faire valoir les droits des recycleurs et recycleuses de Mbeubeuss», défend M. Niass, président de Bokk Diom, la toute nouvelle coopérative créée en décembre dernier en partenariat avec le Bureau international du travail (BIT). L'arrivée de nouvelles technologies dans la gestion des déchets est une menace pour les personnes peu formées, met en garde l'organisme Wiego, qui défend à travers le monde les personnes actives dans le secteur infor-



«Nous devons faire valoir les droits des recycleurs et recycleuses» M. Niass

mel, en particulier les femmes¹; une réalité observée au niveau mondial, «en particulier lorsque les systèmes de gestion des déchets municipaux sont confiés à des sociétés privées relative-

ment grandes, le recyclage devenant une activité rentable». Fin 2021, l'Etat annonçait que l'Unité de coordination de la gestion des déchets (UCG) – son bras technique depuis 2015 au niveau national – allait devenir une société anonyme.

La création de Bokk Diom répond aussi à d'autres impératifs: «Pour l'instant, tout le monde travaille pour soi. Nous devons mieux nous structurer, pour augmenter notre pouvoir de négociation face aux intermédiaires qui achètent les matières recyclables.» Et pour s'insérer ainsi dans le marché juteux du recyclage ou lever des fonds auprès d'institutions financières, destinés à développer une activité de valorisation de déchets par exemple. Si certain·es dégagent un revenu substantiel de ce travail accessible même sans formation, un tiers des récupérateurs de Mbeubeuss gagnent moins que le salaire mensuel mini-

mum, fixé à 52 500 francs CFA (80 CHF), précise Wiego.

Fort de plusieurs centaines de membres, Bokk Diom vise encore un autre objectif, qui tient à cœur au président: «Je veux défendre l'image des personnes qui travaillent à Mbeubeuss: cette activité jouit d'une image désastreuse.» Un paradoxe, puisqu'elle contribue à la santé publique et à la protection de l'environnement, par exemple en éliminant d'une décharge les matériaux qui empoisonnent les eaux souterraines et les habitats marins. Selon les calculs de Wiego, les récupérateurs de déchets de Mbeubeuss récupèrent chaque année 55 055 tonnes de matériaux recyclables, ce qui permet d'éviter l'émission de plus de 100 987 tonnes d'équivalent CO₂ chaque année. DHN

¹ A Mbeubeuss, seul un cinquième des femmes disposeraient d'un revenu supérieur à 100 000 francs CFA (150 CHF), alors que ce pourcentage est d'un quart chez les hommes.

«Mbeubeuss tue la population»: la société se mobilise

Transformer Mbeubeuss, fermer Mbeubeuss? Alors que le gouvernement sénégalais a choisi la première option, c'est la seconde qui avait été demandée en 2019 par la population. Les protestations sont venues des quartiers de Keur Massar, Malika et Yeumbeul, tout proches du dépotoir, conséquence de l'extension inéluctable de la capitale. Car les constructions ont été autorisées de plus en plus près de la décharge. Certains accusent les mairies de complicité. «Mbeubeuss tue la population», lisait-on sur les tee-shirts arborés. Au cœur de la mobilisation, raconte Philippe Ahodekon, de Keur Massar, les dégâts sanitaires causés par l'inhalation des fumées (gaz issus de la décharge), sans compter les odeurs pestilentielles dégagées par le site. Divers collectifs se sont constitués, tel «Mbeubeuss dafa day»

dont il fait partie. Celui-ci a mené plusieurs actions très déterminées, empêchant par exemple les camions d'accéder à la décharge.

La fermeture du site avait déjà été promise en 2012, tout comme certains assainissements – en vain. Le gouvernement a depuis opté pour une résorption partielle du lieu et l'installation d'unités de tri et de compostage. Les protestations de 2019 ont débouché sur des journées de travail au terme desquelles «des points de convergence ont été notés» entre les pouvoirs publics et la population, tels le retrait des enfants de la plateforme, le soutien aux centres de santé riverains ou l'indemnisation des personnes impactées. «C'est forte de ces progrès que la population a permis la poursuite des travaux de Promoged», ponctue Philippe Ahodekon. DHN